



LE RETOUR DE LA DROITE EN EUROPE

Par Sean SCULL, Analyste du Millénaire
et Marine AUDINETTE, Analyste du Millénaire



AVANT-PROPOS

Après avoir fêté le 30^{ème} anniversaire du Traité de Maastricht, le modèle de l'Union européenne semble arriver à un tournant. Elle est aujourd'hui marquée par de profonds antagonismes entre le Nord et le Sud, mais également entre l'Ouest et l'Est. Si la droite était au plus bas ces dernières années dans les pays d'Europe occidentale, elle semble faire son retour. En effet, les dernières percées électorales de la droite à l'image de Meloni en Italie font augurer l'avènement d'une deuxième révolution conservatrice en Europe contrastant avec la situation politique européenne du début du XXI^{ème} siècle. En 2003, avant les élargissements en Europe de l'Est, 13 gouvernements des 15 pays composant l'Union européenne étaient ancrés à gauche. Ces gouvernements bénéficiaient de la progression de la social-démocratie en Europe à la fin de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Aujourd'hui, force est de constater que le retour de la droite marque un changement politique profond opéré dans les sociétés européennes, si bien qu'il faut s'intéresser à ce phénomène pour déterminer s'il est durable et significatif.

Pourtant, le départ d'Angela Merkel de la chancellerie et l'arrivée au pouvoir d'Olaf Scholz marque la perte par la droite européenne de la première économie de l'Union européenne ainsi que du dernier « pays majeur » du continent. Avant l'Allemagne, c'est la France, l'Italie ou l'Espagne qui étaient passées à gauche et jusqu'à l'été dernier, la Grèce était la plus grande économie de l'Union gouvernée par un gouvernement de droite, symbole des difficultés auxquelles sont confrontés les partis de droite. En effet, les différents partis de droite semblaient dépassés par la gauche en Europe du Sud et par les partis libéraux et progressistes au Nord et en Europe Continentale. Ceux-ci ne semblaient pas adaptés aux nouveaux paradigmes rencontrés et étaient jugés incapables d'offrir des réponses cohérentes aux problématiques actuelles. Seuls les partis conservateurs et nationalistes d'Europe de l'Est semblaient résister, mais leur modèle est difficilement transposable aux autres pays. Ainsi, l'opposition entre la droite et la gauche traditionnelle, qui avait été la grille de lecture de la vie politique

européenne, semblait avoir fait place à celle des progressistes contre les nationalistes et traditionalistes de l'Est. Une nouvelle opposition Est/Ouest en soi ou l'Europe d'Emmanuel Macron face à celle de Viktor Orban, excluant *de facto* la droite traditionnelle.

Pour autant, les élections ayant eu lieu récemment ont semblé marquer un sursaut de la droite en Europe. On peut notamment citer les victoires de l'Union de centre droit en Italie lors des dernières élections générales ou la victoire du bloc de droite en Suède dernièrement. Mais il ne faut pas oublier les dernières élections législatives danoises, qui ont vu une montée de la droite, et même si la gauche a conservé la majorité pour quelques voix, celle-ci est en mesure de peser et toquer à la porte du pouvoir. Dans de nombreux autres pays européens, où les électeurs vont être appelés aux urnes dans les mois à venir, la droite a aussi grandi en importance ces dernières années si bien qu'un retour est plus que probable dans ces pays. À titre d'exemple, nous pouvons citer les Espagnols de VOX qui semblent en mesure d'accéder aux responsabilités s'ils s'allient au Partido Popular.

Au-delà de la conquête du pouvoir au niveau national, cette montée généralisée de la droite en Europe pourrait se concrétiser par une prise de pouvoir au sein des institutions européennes. Une deuxième révolution conservatrice pourrait faire prendre un nouveau virage à l'Union européenne en résolvant les antagonismes en son sein. Cela conduirait à une domination de la droite pour les 30 prochaines années jusqu'au centième anniversaire du Traité de Rome en mars 2057. Cette nouvelle orientation, plus proche des aspirations des peuples européens, permettrait de répondre aux grandes mutations mondiales en cours.

Pourtant il est nécessaire de relativiser l'importance prise par la droite, car il existe en Europe trois droites différentes qui semblent difficilement réconciliables. Si mathématiquement la droite plurielle prend l'ascendant dans de nombreux pays, il ne faut pas oublier que la politique ne se résume pas uniquement à des chiffres et qu'ainsi une hypothétique prise de pouvoir est plus complexe qu'il n'y paraît. Les trois droites qui s'opposent en Europe

sont la droite libérale représentée par le Parti Populaire Européen au Parlement, la droite conservatrice représentée par l'ECR (European Conservatives and Reformists) et la droite identitaire ou nationaliste représentée par le groupe ID (Identity and Democracy). Dans les pays où la droite a pris le pouvoir au cours de la dernière année, c'est par le biais d'une union des droites que cela s'est concrétisé. Ces unions ont été encouragées par les systèmes électoraux respectifs de ces pays qui fonctionnent principalement sur la constitution de coalitions parlementaires. En Italie, le parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni a fait alliance avec la Lega de Matteo Salvini et Forza Italia de Silvio Berlusconi. En Suède, c'est une alliance entre le Parti modéré de rassemblement, les Chrétiens-démocrates et Les Libéraux qui est arrivée au pouvoir avec également le soutien sans participation des Démocrates de Suède, parti nationaliste comptant 73 députés. Ainsi, au sein d'un système parlementaire, l'arrivée de la droite au pouvoir en Europe repose surtout sur des alliances entre les différents courants de droite. Malgré cette progression de la droite en Europe et même s'il est probable que lors des prochaines élections européennes les électeurs votent en majorité à droite, nous ne devrions pas assister à un renversement des rapports de force au parlement. En effet, les ententes nationales entre les droites, aboutissant à des coalitions gouvernementales dans certains pays, ne sont pas reproductibles à ce stade au sein du Parlement Européen.

Il n'en reste pas moins que cette droitisation de l'électorat en Europe est un phénomène important à étudier dans la mesure où il risque de dominer les prochaines décennies. Il pourrait se matérialiser par des changements profonds dans les institutions et législations, ce qui interpelle et nous invite à nous questionner sur ce phénomène.

AVANT-PROPOS	2
UNE DROITE TRADITIONNELLE EN PERTE D'INFLUENCE ET EN MANQUE DE REPÈRES AVEC LE DÉPART DE MERKEL.....	6
LA TOUTE PUISSANCE DE LA DROITE LIBÉRALE EUROPÉENNE REMISE EN QUESTION	6
UNE OPPOSITION SOCIALE-DÉMOCRATE ELLE-AUSSI EN MANQUE DE RENOUVELLEMENT MALGRÈS QUELQUES VICTOIRES	8
EN EUROPE DE L'OUEST : DES VICTOIRES LIBÉRALES OU SOCIALES-DÉMOCRATES QUI N'ENRAYENT PLUS LA MONTÉE DES EXTRÊMES.....	8
EN EUROPE DU NORD, LES SOCIAUX-DÉMOCRATES À BOUT DE SOUFFLE.....	10
UNE DROITE LIBÉRALE QUI NE GAGNE PLUS ?.....	12
ÉLECTIONS ET ÉVÉNEMENTS MARQUANTS QUI POURRAIENT PRODUIRE UN RETOUR AU POUVOIR DE LA DROITE	18
LE REBOND DE LA DROITE EN EUROPE DE L'EST	18
LA PERCÉE DE LA DROITE EN EUROPE OCCIDENTALE	20
LES CAUSES EXPLIQUANT LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE	27
CE QUE CELA SIGNIFIE POUR L'AVENIR DE L'EUROPE.....	33
UNE MONTÉE DE LA DROITE NON LIBÉRALE EN EUROPE, SYMPTÔME DU REJET DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ?	33
L'UNION EUROPÉENNE FACE À LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE	34
LA FIN D'UNE ÉPOQUE	36
CONCLUSION	42

UNE DROITE TRADITIONNELLE EN PERTE D'INFLUENCE ET EN MANQUE DE REPÈRES AVEC LE DÉPART DE MERKEL

LA TOUTE PUISSANCE DE LA DROITE LIBÉRALE EUROPÉENNE REMISE EN QUESTION

Le Parti Populaire Européen (PPE) fondé en 1953 est le plus ancien des huit partis politiques qui composent le parlement européen (avec le Parti Socialiste européen, les Conservateurs et réformistes européens, les Libéraux, Les Verts, La Gauche Radicale, Europe de la Liberté et de la Démocratie Directe et Europe des Nations et des Libertés). Fort de ses 175 eurodéputés (sur 705) élus dans les 27 Etats membres, il s'impose, en 2019, comme la première force politique européenne pour la cinquième élection consécutive. Le président du groupe est l'Allemand Manfred Weber du parti chrétien social allemand (CSU) allié au parti chrétien-démocrate (CDU). Le PPE prône une politique libérale d (AfD)e centre droit avec une appétence particulière pour la protection des petites entreprises et la défense du libre-échange. Son influence sur les discussions au sein de l'UE sont non négligeables. Cette influence est illustrée par le fait que l'actuelle présidente du parlement européen est Roberta Metsola du Parti Nazzjonalista (Parti nationaliste maltais) et qui au parlement européen est membre du PPE.

Toutefois l'avance du PPE sur le groupe des socialistes, S&D, s'est réduit avec le temps (le PPE ne dépasse le PSE que d'une trentaine de sièges) et avec les récentes victoires des partis d'extrême droite il y a un véritable risque de voir le PPE se faire détrôner aux prochaines élections européennes de 2024. En effet, le PPE est concurrencé au niveau européen par la droite souverainiste et identitaire incarné par les groupes Identité et Démocratie ainsi que par le groupe des Conservateurs et Réformistes Européens. En

comparaison à la droite libérale incarnée par le PPE, les deux autres groupes de droite ont toujours été marginalisés au sein des institutions européennes car jugés trop extrêmes. Puis, le groupe Identité et Démocratie est miné par des divergences de fonds au sujet des questions économiques. Certains membres, dont *Alternativ für Deutschland*, prônent une politique économique ultralibérale tandis que d'autres, dont le RN, défendent une ligne souverainiste¹.

En fait, le déclin est déjà entamé ; aux dernières élections le parti enregistre un recul en passant de 221 à 182 députés (lors des élections, le Fidesz de Viktor Orbán faisait encore partie du PPE). Ce recul s'explique par le désenchantement des électeurs vis-à-vis de la droite libérale dans plusieurs pays d'Europe. Outre Rhin, l'alliance entre le CDU et la CSU séduit moins les électeurs. Le départ d'Angela Merkel, figure historique du PPE n'arrange pas les choses... Aux dernières élections européennes de 2019, l'alliance centre-droit allemand a fait élire 29 députés contre 34 en 2014. En France la droite libérale est encore plus mal en point, Les Républicains ont lors de la même élection enregistré le score le plus faible de leur histoire avec moins de 8,5 % (en 2014 le score était de 21%)². Conséquence, l'influence du PPE sur les autres institutions européennes est de plus en plus faible. Au Conseil européen le parti compte plus que 7 dirigeants (en provenance de Grèce, Autriche, Chypre, Roumanie, Croatie, Lituanie, Lettonie)³ qui ne proviennent pas de pays majeurs de l'Union. Face aux défaites de la droite libérale qui

¹ *Les groupes du Parlement européen : Identité et démocratie (ID)*. (2021, 20 octobre). Touteurope.eu. <https://www.touteurope.eu/institutions/les-groupes-du-parlement-europeen-identite-et-democratie-id/>

² *Les groupes du Parlement européen : le Parti populaire européen (PPE)*. (2021, 20 octobre). Touteurope.eu. Consulté le 19 octobre 2022, à l'adresse <https://www.touteurope.eu/institutions/les-groupes-du-parlement-europeen-le-parti-populaire-europeen-ppe/>

³ Afp, E. F. A. (2022, 1 juin). *Le nouveau chef de la droite européenne soutient l'adhésion de l'Ukraine à l'UE*. www.euractiv.fr. Consulté le 19 octobre 2022, à l'adresse <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/le-nouveau-chef-de-la-droite-europeenne-soutient-ladhesion-de-lukraine-a-lue/>

s'enchaînent, le chef de file du PPE, Manfred Weber a confessé qu'ils ne sont « *pas au meilleur moment de notre histoire* ».

Le déclin du PPE est toutefois à relativiser, ailleurs en Europe il est parvenu malgré tout à engranger certaines victoires lors des élections européennes de 2019. En effet, en Grèce le PPE a obtenu un score de près de 33 %, contre 22 % en 2014, raflant ainsi la première place à la gauche radicale de Syriza ; en Irlande, le Fine Gael Party (membre du PPE) a obtenu le score honorable de 20,76 % des voix⁴.

UNE OPPOSITION SOCIALE-DÉMOCRATE ELLE-AUSSI EN MANQUE DE RENOUVELLEMENT MALGRÈS QUELQUES VICTOIRES

EN EUROPE DE L'OUEST : DES VICTOIRES LIBÉRALES OU SOCIALES-DÉMOCRATES QUI N'ENRAYENT PLUS LA MONTÉE DES EXTRÊMES

Le départ d'Angela Merkel – membre de la CDU (Union chrétiens-démocrates) et chancelière de la République fédérale allemande entre le 22 novembre 2005 et le 8 décembre 2021 a été présenté comme le glas de la droite libérale en Europe occidentale. En effet, le nouveau chancelier, Olaf Scholz, est issu du SPD (Parti social-démocrate), mettant fin à plus de dix ans de droite gouvernementale. Afin d'être en mesure de former un gouvernement, il s'est mis à la tête d'une coalition regroupant les Verts et le Parti libéral-démocrate. En Espagne c'est Pedro Sanchez qui est le président du gouvernement, il est issu du parti socialiste ouvrier (PSOE) et a mis fin au gouvernement du PP de Mariano Rajoy en 2018.

En France, c'est Emmanuel Macron et son parti Renaissance (anciennement La République en Marche) qui depuis 2017 est à la tête du pays. C'est une

⁴ Tresca, M. (2019, 27 mai). Une droite en perte de vitesse. La Croix. Consulté le 20 octobre 2022, à l'adresse <https://www.la-croix.com/Monde/Europe/droite-perde-vitesse-2019-05-27-1201024896>

formation politique centriste ne se voulant ni de gauche ni de droite mais qui est qualifié par ses détracteurs de parti de l'en même temps par ses opposants. La politique d'Emmanuel Macron est celle de la promotion d'un néolibéralisme économique et d'une approche progressiste sur les questions de société. La victoire de l'ancien ministre de l'Économie de François Hollande en 2017, redessina le paysage politique français en mettant fin à 70 ans d'opposition politique entre le principal parti de droite, les Républicains et celui de gauche, le Parti Socialiste. Depuis ces deux formations politiques, qui ont incarné la vie politique de la Vème République, sont en perte de vitesse d'un point de vue électoral et idéologique. Lors de la présidentielle de 2022, le Parti socialiste, représenté par Anne Hidalgo, récolta 2% des voix et les Républicains, représenté par Valérie Pécresse, seulement 4,8%⁵. Enregistrant ainsi, le plus faible score électoral de leur histoire. Idéologiquement, il se retrouvent coincés entre le centrisme flexible du Président Macron et l'extrême droite de Marine Le Pen, ce qui explique qu'ils ont du mal à se démarquer et proposer un véritable projet alternatif à celui de la mondialisation néolibérale de Macron et du souverainisme économique du Rassemblement National ou de La France Insoumise. La destruction des principaux partis de gauche et de droite n'est pas la seule conséquence de la météorite Macron, il a également été un élément clé dans la montée des extrêmes que ceux-ci soient de gauche ou de droite. En effet, puisque Macron et son parti incarnent un centrisme de gauche ou de droite, il a inévitablement poussé les électeurs s'opposant à sa politique à se radicaliser en migrant vers le Rassemblement National ou La France Insoumise. Ainsi, si les formations libérales ou sociales-démocrates dominant encore le couple franco-allemand, ces dernières n'enrayent plus la progression des partis aux deux extrêmes du spectre politique. Lors de l'élection de 2022 le Rassemblement National, représenté par Marine le Pen,

⁵ Prudent, R. (2022, 10 avril). INFOGRAPHIES. Résultats présidentielle 2022 : Les Républicains et le Parti socialiste réalisent les plus faible. Franceinfo. Consulté le 2 octobre 2022, à l'adresse https://www.francetvinfo.fr/elections/presidentielle/infographies-resultats-presidentielle-2022-les-republicains-et-le-parti-socialiste-realisent-les-plus-faibles-scores-de-leur-histoire_5074168.html

a obtenu 41% des voix au second tour, le score le plus important de son histoire ⁶.

EN EUROPE DU NORD, LES SOCIAUX-DÉMOCRATES À BOUT DE SOUFFLE

La Suède est entre 2014 et 2022 dirigée par les Sociaux-Démocrates et leurs alliés. C'est la principale force politique du pays, véritable ADN du royaume, elle a été au pouvoir pendant un total de 80 ans sur un siècle de démocratie. C'est notamment l'acteur principal derrière le fameux modèle d'état providence ou *välfärdsstaten* en suédois. Puis, c'est le leader social-démocrate Per Albin Hansson qui dès 1928 théorise l'idée de *folkhemmet*, « la maison du peuple », caractérisant une société marquée par l'égalité, la coopération et la redistribution économique. Toutefois, dans la première moitié des années 1990, face à une crise économique sans précédent, le gouvernement social-démocrate s'est vu obligé d'adopter des mesures économiques néolibérales de réduction de l'état providence. Depuis ils revendiquent une politique économique centriste, c'est-à-dire une promotion de l'économie de marché marqué par des régulations étatiques dans un souci de réduction des inégalités. En abandonnant une certaine idée de la lutte des classes, le parti social-démocrate a bifurqué vers la défense de l'immigration, de la société multiculturelle et de la promotion des minorités ethniques et LGBTQ+. C'est par ailleurs sous la direction du premier ministre Stefan Löfven que la Suède accorda l'asile à plus de 150 000 immigrés en 2015⁷, véritable record historique pour ce pays de 10 millions

⁶ Ministère de l'Intérieur, Résultats de l'élection présidentielle 2022. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2022. Consulté le 2 octobre 2022, à l'adresse [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2022/\(path\)/presidentielle-2022/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2022/(path)/presidentielle-2022/FE.html)

⁷ Det stora antalet asylsökande under 2015 ökade inte flyktinginvandringen nämnvärt. (s. d.-b). Statistiska Centralbyrån. Consulté le 4 octobre 2022, à l'adresse <https://www.scb.se/hitta-statistik/statistik-efter-amne/befolkning/befolkningens-sammansattning/befolkningsstatistik/pong/statistiknyhet/asylsokande-grund-for-bosattning-utlandsk-bakgrund-medborgarskapsbyten-adoptioner-hushallsstatistik-och-medellivslangder-2015/>

d'habitants. Les conséquences d'années d'immigration de masse ont eu des impacts profonds sur la société suédoise. D'abord, l'immigration a créé une certaine anxiété culturelle chez les Suédois, qui ont le sentiment de ne plus se sentir « chez eux ». En effet, la majorité des personnes ayant demandé l'asile proviennent du Moyen-Orient et d'Afrique, qui sont des régions du monde culturellement aux antipodes de l'art de vivre à la suédoise. Une pression migratoire forte couplée à des problèmes socio-économiques et à une justice laxiste ont été une aubaine pour les réseaux criminels du pays. Depuis 5 ans le pays d'IKEA connaît une explosion de règlements de comptes entre organisations criminelles rivales. Un rapport officiel de l'État (*Brottsförebyggande rådet*) estime que l'augmentation de la violence par arme à feu en Suède n'est comparable à aucun autre pays européen⁸. En guise d'illustration, en octobre 2022 la police suédoise rapportait déjà un total de 53 morts par balles sur l'année 2022⁹. Bien que les sociaux-démocrates restent la principale force politique du pays, la Suède a connu une véritable croissance expansive des partis de droite et surtout celui d'extrême droite des Démocrates de Suède (SD).

Au Danemark la droite joue un rôle majeur dans le paysage politique du pays depuis quelques années déjà. Entre 2001 et 2011 le parti libéral et le parti conservateur ont été en mesure de gouverner avec l'appui du parti d'extrême droite *Danske folkeparti* (le Parti populaire danois) dans le parlement. S'ensuit une politique économique plutôt libérale marquée par une baisse des impôts et une réduction de l'immigration. Comme l'illustre si bien la rubrique du Monde « Quand la gauche s'inspire de l'extrême droite :

⁸ Dödligt skjutvapenvåld i Sverige och andra europeiska länder. (2021b, mai 26). Brottsförebyggande rådet. Consulté le 4 octobre 2022, à l'adresse <https://bra.se/publikationer/arkiv/publikationer/2021-05-26-dodligt-skjutvapenvald-i-sverige-och-andra-europeiska-lander.html>

⁹ Sprängningar och skjutningar | Polismyndigheten. (s. d.). polisen.se. Consulté le 4 octobre 2022, à l'adresse <https://polisen.se/om-polisen/polisens-arbete/sprangningar-och-skjutningar/>

l'exemple danois¹⁰ » l'influence prématurée (par rapport aux autres pays européens) de l'extrême droite sur la politique danoise a menée à une droitisation des enjeux politiques. Si bien que le parti social-démocrate danois se montre également très ferme sur les questions d'immigration et d'intégration.

Scénario similaire en Norvège, la droite exerce une influence profonde sur la politique du pays depuis un certain temps. Le parti conservateur norvégien, le Parti populaire chrétien, le Parti du centre, le parti *Venstre* et la formation politique d'extrême droite, le Parti du Progrès ont formé une coalition et ont gouverné entre 2013 et 2020. La droite a été propulsée aux commandes du pays principalement sur fond de rejet de l'immigration, d'islamisation et du multiculturalisme. Néanmoins, lors des dernières législatives de 2021, l'extrême droite a reculé au profit de la gauche incarnée par le travailliste Jonas Gahr Støre¹¹

UNE DROITE LIBÉRALE QUI NE GAGNE PLUS ?

Depuis quelques années, la droite libérale est en perte de vitesse, subissant des revers électoraux et une baisse d'intérêt sans précédent pour son offre politique. Le Parti Populaire en Espagne, les Républicains en France et même, dans une certaine perspective, le parti des Modérés en Suède. Quelles sont les raisons du désenchantement massif pour ces partis de droite libérale ?

¹⁰ Bedu, C. (2021, 20 septembre). Quand la gauche s'inspire de l'extrême droite : l'exemple danois. Le Monde.fr. Consulté le 4 octobre 2022, à l'adresse https://www.lemonde.fr/podcasts/article/2021/09/20/quand-la-gauche-s-inspire-de-l-extreme-droite-l-exemple-danois_6095267_5463015.html

¹¹ Le Monde avec AFP. (2021, 14 septembre). En Norvège, la gauche remporte les législatives et revient au pouvoir. Le Monde.fr. Consulté le 6 octobre 2022, à l'adresse https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/13/en-norvege-des-premieres-projections-placent-l-opposition-de-gauche-en-tete-des-legislatives_6094535_3210.html

Commençons par le cas français, les Républicains sont passés d'une formation politique de premier plan à un parti de second rang, leur score au présidentielle de 2022 était de seulement 4,78%¹². Pour un parti (alors dénommé Union pour un mouvement populaire) qui a été au pouvoir entre 2007 et 2012 c'est un véritable désaveu populaire. Les raisons expliquant cette dégringolade sont multiples.

Une première explication est liée à leur manque de clarté sur la question de l'Union Européenne. En d'autres mots, la position de la droite libérale française vis-à-vis de l'UE est trop confuse. En effet, deux positions sont facilement identifiables, l'europhisme et l'euroscpticisme. Pour comprendre l'origine de cette division, il faut remonter aux débats autour du référendum sur le traité de Maastricht en 1992. Le traité représentait une nouvelle étape dans l'intégration européenne avec la création d'une union monétaire, d'une citoyenneté européenne, un renforcement du parlement européen, une politique étrangère et de sécurité commune etc. Avec Maastricht, l'Europe passe d'une organisation de coopération entre Etats à une entité éminemment politique à caractère supranational. Maastricht est également le point de départ de la création d'une Europe néolibérale avec une monnaie unique gérée par des technocrates au sein d'une Banque Centrale Européenne indépendante, une libre circulation des capitaux, des marchandises et des personnes ainsi que l'instauration de normes économiques à respecter dont celui de la réduction du déficit public qui doit impérativement rester inférieur à 3% du Produit Intérieur Brut (PIB). Rendant par conséquent, impossible toute politique macroéconomique de relance keynésienne et au contraire imposant aux États membres une politique macroéconomique d'austérité. Conséquence, la droite se déchire entre ceux qui y sont favorables et ceux qui s'y opposent. Une véritable période de turbulence secoue la famille politique gaulliste entre un courant favorable au « non » dans un souci de défense de la souveraineté nationale

¹² L'Intérieur, M. de. (s. d.-b). *Résultats de l'élection présidentielle 2022*. Consulté le 9 octobre 2022, à l'adresse [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2022/\(path\)/presidentielle-2022/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2022/(path)/presidentielle-2022/FE.html)

et puis un courant favorable au « oui » au nom de l'intégration européenne. Dans le camp du « non » on y retrouve des figures politiques comme Philippe Seguin, Philippe de Villiers et Charles Pasqua. Puis parmi les personnalités politiques militants pour le « oui » figurent Jacques Chaban Delmas, Simone Veil, Jacques Chirac et Edouard Balladur.

Cette fissure, née lors du débat autour du référendum de Maastricht, divise le parti des Républicains encore aujourd'hui. Il lui est impossible d'adopter une position claire au sujet de l'Union Européenne de peur de perdre une partie de son électorat. Puisque dans la mesure où elle adopte une position pro-européenne certains électeurs se tourneront vers le Rassemblement National. Dans le cas inverse, s'ils adoptent une politique eurosceptique, une partie de l'électorat risque de migrer vers le parti Renaissance. Toutefois, au vu des dernières élections présidentielles et législatives où nous avons été témoins d'une certaine victoire du RN une tendance claire est identifiable chez l'électorat de droite, le souhait de voir émerger une Europe réformée ; celui d'un projet « d'Europe des nations » et non d'une Europe fédérale. En d'autres termes, plus de souveraineté pour les Etats et moins de prérogatives supranationales pour l'UE¹³.

Une seconde explication est celle de plusieurs courants de plus en plus irréconciliables qui cohabitent au sein du parti LR. On peut y distinguer une droite plutôt centriste, penchant vers le projet de mondialisation néolibérale d'Emmanuel Macron et qui vise une émancipation vers le centre. Face à eux, des personnalités se sentant d'avantage attirés par le programme de Marine Le Pen ou Éric Zemmour. Ainsi, dans la mesure où le parti est miné par des contradictions et des luttes internes, il ne peut être en mesure de proposer une politique cohérente sur le long terme.

Un troisième facteur est que face à une recomposition de la dichotomie politique, au clivage droite-gauche est venu s'ajouter le clivage

¹³ Pozzi, J. (2014). Le RPR face au traité de Maastricht : divisions, recompositions et réminiscences autour de la dialectique souverainiste. *Histoire@Politique*, 24, 131-152. <https://doi.org/10.3917/hp.024.0131>

souverainistes et mondialistes, la droite libérale n'arrive pas à se démarquer. En effet, les gains électoraux du Rassemblement National ainsi que de la France Insoumise ont illustré le désaveu d'une grande partie de l'électorat au projet de mondialisation néolibérale. Puis, au contraire, un désir davantage de souverainisme politique et économique. Les Républicains, qui ont dirigé le pays, sont perçus comme archaïques et responsables des problèmes dont la France fait face. C'est précisément la raison pour laquelle une partie des électeurs préfèrent se tourner vers l'extrême droite, du fait qu'ils n'ont jamais été au pouvoir cela leur donne une certaine légitimité politique.

En Espagne les raisons derrière l'affaiblissement de la droite libérale incarnée par Parti Populaire Espagnol (PPE) sous la présidence de Pablo Casado sont liées au fait que le parti s'est libéralisé et rapproché du centre. Conséquence, l'aile traditionaliste du parti a fait sécession et crée le parti Vox en 2013. Cette nouvelle formation politique allie un conservatisme sociétal et libéralisme économique. Concrètement VOX s'oppose à l'indépendantisme Catalan, est hostile à l'avortement, est eurosceptique et viscéralement antimarxiste. Manuelle Peloille explique dans "L'extrême droite en Espagne ou les ressorts d'une séduction retrouvée" que la crise de 2008 et la tentative de sécession de la Catalogne ont été deux facteurs majeurs dans le retour de l'extrême droite espagnole sous la bannière de VOX. L'affaiblissement du Parti Populaire Espagnol est néanmoins à relativiser au vu des dernières élections régionales, le parti a en effet remporté la majorité absolue au Parlement andalou avec 58 sièges sur 109 en 2022 par exemple¹⁴.

En Suède le résultat de la coalition de droite est une semi-victoire pour le parti des Modérés du fait qu'ils ont été devancés par les Démocrates de

¹⁴ Le Monde avec AFP. (2022, 20 juin). *En Espagne, la droite obtient la majorité absolue au Parlement andalou, la gauche de Pedro Sanchez lourdement défaite*. Le Monde.fr. Consulté le 10 octobre 2022, à l'adresse https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/19/espagne-la-droite-obtient-la-majorite-absolue-au-parlement-andalou-la-gauche-de-pedro-sanchez-lourdement-defaite_6131134_3210.html

Suède. De surcroît le parti de droite libérale enregistre une baisse du nombre de voix de manière constante depuis plusieurs années. En 2022 il a obtenu 19,1% des voix, ce qui est bien loin des 30% de voix récoltés en 2010¹⁵. Une raison expliquant cela est la "droitisation" de la politique suédoise. En effet, au vu de l'explosion de règlements de comptes entre réseaux criminels, les thèmes de la loi et de la sécurité ont été la ligne directrice lors de la campagne et les électeurs ont préféré voter pour les Démocrates de Suède. D'abord parce que le parti d'extrême droite n'a jamais été au pouvoir et donc ne sont pas perçus comme responsables de la situation dans laquelle le pays se trouve. Ce qui n'est pas le cas des Modérés qui ont été maintes fois au pouvoir, le dernier mandat en date était entre 2006 et 2014. Bien que le parti des Modérés se soit depuis quelques années "droitisé" en adoptant des positions politiques similaires à l'extrême droite sur les questions de lutte contre la délinquance, de l'immigration, et des questions d'intégration, cela n'a pas suffi à limiter la montée des Démocrates de Suède car les électeurs ont préféré voter pour l'original plutôt que pour la copie...

D'un point de vue global, les revers de la droite libérale s'expliquent par le désintérêt d'une partie croissante de la population pour une politique économique reposant sur un libre-échange international dérégulé et la société de consommation de masse. A l'image des exemples français et espagnol, la droite libérale ne semble plus gagner seule. Sur les élections nationales, on constate même une émancipation des centres qui répondent plus facilement à des clivages plus forts, notamment en étant résolument pro Europe. Les partis de droite peinent à trouver une identité forte pour répondre à ces clivages. Aussi, leur élément central distinctif a toujours été les questions économiques et plus particulièrement la défense du néolibéralisme. Or, depuis quelques années une partie de la population, que celle-ci soit de gauche ou de droite, remet en cause la mondialisation et l'idée selon laquelle le but de la vie est de s'enrichir au détriment d'autres

¹⁵ Valresultat | Valmyndigheten. (2022c, septembre 29). Consulté le 10 octobre 2022, à l'adresse <https://www.val.se/valresultat/riksdag-region-och-kommun/2022/valresultat.html>

valeurs axiologiques. Le libéralisme semble par exemple, en perte de vitesse chez les jeunes, davantage préoccupés par les questions de climat et de non-discrimination. Le phénomène du *mass quitting* en est une autre illustration, celle des salariés démissionnant volontairement de leur emploi car ne voulant plus limiter le sens de la vie à uniquement la réussite professionnelle et financière.

ÉLECTIONS ET ÉVÉNEMENTS MARQUANTS QUI POURRAIENT PRODUIRE UN RETOUR AU POUVOIR DE LA DROITE

LE REBOND DE LA DROITE EN EUROPE DE L'EST

Ces pays n'ont pas le même passé que les pays d'Europe occidentale, ce qui peut expliquer en partie leur positionnement idéologique et politique. En effet, les pays d'Europe orientale quant à eux, ont en commun d'avoir été sous le joug communiste durant une bonne partie du XXème siècle. Et donc pour des pays comme la Pologne, la fin de l'ère soviétique a été vue comme une délivrance et le commencement de l'existence même du pays en totale indépendance et après deux siècles de quasi-inexistence. Ainsi, il n'est pas étonnant que le paysage politique de la Pologne et même de la Hongrie, soit si à droite. En effet, en Pologne par exemple depuis le 6 août 2015 Andrzej Duda en est le président. Il fait partie du parti PIS (en polonais *Prawo i Sprawiedliwosc*), en français Droit et Justice. Ce parti autrefois fondé par les frères Kaczynski, se revendique comme étant conservateur, eurosceptique et de droite voir d'extrême-droite, malgré la mise en place d'une politique sociale ayant mené à la création d'un état providence. En effet, il y a toujours un débat pour savoir si le parti polonais est de droite ou d'extrême-droite, c'est ce qu'avance le chercheur Pascal Delwit, professeur à l'Université libre de Bruxelles. Car selon lui, le PIS, est un parti conservateur sur les questions sociétales, très catholique avec notamment une vision hostile envers l'IVG et le mariage homosexuel.

Autre exemple significatif, la Hongrie présidée par Katalin Novak et par le premier ministre Viktor Orban. Ces deux personnalités sont issues tous les deux du Fidesz, un parti national-conservateur et de droite populiste. Viktor Orban, est le plus ancien dirigeant en exercice de l'Union européenne. Il est perçu à la fois comme un autocrate pour une frange de la population

hongroise et, comme un défenseur de la Nation pour les autres, revendiquant l'exercice d'une « démocratie illibérale » - comprendre par-là, un régime qui respecte le jeu des urnes mais qui se défie des autres aspects de la démocratie.

Pour bien comprendre qui est Viktor Orbán et son idéologie politique, il faut remonter le fil de son engagement politique. Viktor Orbán est apparu dans la sphère politique hongroise en juin 1989 à Budapest. Il s'illustre alors par un discours enflammé contre le régime communiste et l'Union soviétique. D'origine modeste, il s'engage en politique et fonde en 1988 « l'Alliance des jeunes démocrates » ou Fidesz.

Il remporte une première fois les élections législatives de 1998. Il est ensuite relégué dans l'opposition durant 8 ans. Mais depuis 2010, il a été réélu 4 fois d'affilés. La dernière victoire du Fidesz remonte au mois d'avril 2022. Le parti s'impose largement avec 54.13 % des voix contre seulement 34,44 % pour son principal opposant "la Coalition Politique hongroise".

"La Pologne est un cas plus complexe" que la Hongrie, selon Pascal Delwit.

Les débats portent sur les enjeux de "modernité", "sur les clivages économiques entre villes et campagnes" et sur les "questions de société". "Ces débats sont plus récurrents et plus profonds qu'en Hongrie", mais dans l'ensemble, "le pluralisme est plus vivant en Pologne et la domination de Droit et Justice n'est pas aussi forte que celle du Fidesz en Hongrie" selon lui.

De plus, la Pologne et la Hongrie ont des positions antinomiques, notamment concernant la guerre en Ukraine. Viktor Orbán s'est toujours opposé aux sanctions européennes à l'encontre de la Russie tandis que la Pologne d'Andrzej Duda multiplie les gestes de soutien à l'égard de l'Ukraine.

Pourtant, si on compare la situation entre la Pologne et la Hongrie, on ne retrouve pas les mêmes dynamiques. En premier lieu, le pluralisme est plus vivant en Pologne avec une domination du PIS moins forte que celle du

Fidesz. En effet, le parti de la « Coalition Civique », est le principal parti d'opposition en Pologne, or, celui-ci est également de droite. Ce parti se caractérise par le fait d'être un mouvement politique plutôt « pro-occidental » et libéral sur les sujets de société, ainsi donc, il se veut le contrepoids du parti conservateur qu'est le PIS.

En Europe occidentale, ceux-ci sont perçus comme conservateurs et opposés aux valeurs européennes, preuve en est les poursuites pour non-respect de l'État de droit entamées par la Commission européenne à l'égard des deux pays. Au sein de la droite conservatrice des pays d'Europe de l'Est, la droite libérale est vue comme trop modérée voire comme donneuse de leçon alors qu'ils ne sont pas confrontés aux mêmes problématiques et n'ont pas eu un passé semblable. Malgré cette opposition franche, il ne faut pas mettre de côté cette droite d'Europe de l'Est sur laquelle il faudra compter à l'avenir et qui traduit la droitisation des populations européennes, même si toutes les droites en Europe ne sont pas comparables et compatibles pour le moment.

LA PERCÉE DE LA DROITE EN EUROPE OCCIDENTALE

Si le « retour de la droite » est d'actualité en Europe en 2022, c'est parce qu'en Suède et en Italie, des coalitions de droite sont arrivées au pouvoir en faisant énormément de bruit. Ce revirement de situation et l'accession au pouvoir de Giorgia Meloni présidente du parti *Fratelli d'Italia*, pourrait faire basculer le destin de l'Europe. Son parti s'est allié avec la Lega de Matteo Salvini et le parti Forza Italia de Silvio Berlusconi. Alors que le parti post-fasciste Fratelli d'Italia n'a été créé qu'en 2012, il a su trouver sa place dans le visage politique italien et permis à sa cheffe Giorgia Meloni de devenir la première femme Présidente du Conseil. Une femme se revendiquant avant tout comme « une mère, une femme et une chrétienne, et surtout italienne... ».

La Suède quant à elle, a déjà fait tomber les barrières, car pour la première fois de son histoire c'est une coalition de droite et d'extrême-droite qui est arrivée en tête des élections. Après trois jours de dépouillement, la première ministre issue des sociaux-démocrates, Magdalena Andersson, a pris acte de sa défaite et a démissionné à la mi-septembre. Ainsi donc, la première ministre, élue devenue Première ministre au mois de novembre 2021, a concédé une défaite retentissante. Mais elle n'a pas été battue par la droite libérale sinon par les Démocrates de Suède, un parti de droite dite radicale, qui a vu le jour en 1988 en tant qu'un groupuscule néo-nazi. Comment donc, l'ascension de ce parti fut-elle possible ? Au milieu de la décennie 1990, les Démocrates de Suède, parviennent à attirer des étudiants déjà séduits par les idéaux de droite, notamment son actuel chef de file depuis 2005, Jimmie Akesson. Depuis qu'il détient les rênes du parti, Jimmie Akesson a opéré une gigantesque campagne de dédramatisation et n'hésita pas pour cela à exclure certains militants et élus des plus radicaux, à changer le logo du parti et à refuser toute alliance avec son homologue français Marine Le Pen.

Or, depuis la crise des migrants en 2015, le cordon sanitaire qui excluait le parti de la vie politique suédoise s'est érodé. Devenant ainsi, la principale cause de l'engouement sur lequel vit le parti aujourd'hui. En 2015, la Suède devient le deuxième pays européen après l'Allemagne à accueillir le plus de migrants sur son territoire. Cette position politique est justifiée par le premier ministre d'alors Stefan Löfven qui n'hésite pas à déclarer que « l'Europe n'édifie pas de murs » (*Mitt Europa bygger inte murar*). Prise de position tranchée mais risquée. A tel point qu'à peine deux mois après cette déclaration, le premier tour de vis a déjà eu raison en partie de cette politique d'accueil.

Très vite, Jimmie Akesson, se saisit de la situation et laisse le Premier ministre s'engouffrer seul dans la faille en parlant « d'un référendum sur l'état providence ». Car, c'est bien ici que se situe le problème. La Suède, fait office de « première de cordée » en matière d'état providence et d'égalité homme-femme, mais également en matière d'accueil des migrants. Deux

sujets radicalement incompatibles. Cette incompatibilité a très largement aidé à la montée de la droite radicale. Cet accueil a entraîné l'explosion à la fois des dépenses sociales mais aussi de l'insécurité dans le pays, contribuant ainsi à faire voler en éclat le mythe suédois. Par conséquent, la montée des Démocrates de Suède s'explique par une immigration massive, principalement venue d'Afrique et du Moyen-Orient, ayant entraîné des chocs culturels entre nouveaux arrivants et la population suédoise. Une augmentation exponentielle de la délinquance dont la brutalité, est illustrée par la mort par balles de la star du rap suédoise Einar en octobre 2021, ainsi que de la mort accidentelle d'Adriana, une enfant de 12 ans victime d'une balle perdue lors d'un règlement de compte à proximité d'un McDonald's à Stockholm en août 2020. La division entre monde rural et urbain a également joué en faveur du parti. Depuis des décennies la ruralité subit un déclasserement du fait d'une mauvaise intégration dans la mondialisation, d'une désertification des services de l'Etat et des difficultés économiques liées à la montée de l'inflation. Les Démocrates de Suède ont su capter cet électorat en prônant la baisse du prix de l'essence et le retour de l'Etat dans ces zones délaissées au profit des métropoles. Résultat, le parti a raflé une grande partie des votes ruraux du sud du pays mais également des jeunes. Le vote massif des jeunes à droite est la grande surprise de cette élection, l'extrême droite a bénéficié d'une grande partie du vote des électeurs votant pour la première fois. Selon une étude menée par *Sveriges Television* (le service de télévision publique suédois) 22% des jeunes de 18-21 ont voté pour les Démocrates de Suède. On se demande où est passée la génération Greta tant mise en avant par les médias... En comparaison les jeunes ont voté à 26% pour les Modérés (*Moderaterna*), 20% pour les Sociaux-Démocrates (*Socialdemokraterna*), 10% pour le Parti de Gauche (*Vänsterpartiet*), 6% pour le parti du Centre (*Centerpartiet*), 5% pour les Chrétiens Démocrates (*Kristdemokraterna*), 5% pour les Libéraux (*Liberalerna*) et 5% pour le Parti Ecologique (*Miljöpartiet*)¹⁶.

¹⁶ VALU : Väljargrupper. (s. d.). SVT Nyheter. Consulté le 8 octobre 2022, à l'adresse <https://www.svt.se/datajournalistik/valu2022/valjargrupper/>

Depuis 2015, l'ensemble de la classe politique a entrepris de reprendre à son compte les thèmes de l'immigration et de la sécurité. Cette véritable droitisation du discours a mis ces thèmes au centre du débat politique au dépend des questions de redistribution économiques et de gestion de l'Etat providence. Situation ironique lorsque tous ces mêmes partis se posaient en défenseur du modèle d'immigration suédois et traitaient à l'unanimité les Démocrates de Suède de nazis. Le parti de la droite libérale, les Modérés, a fait une véritable volte-face politique. L'ancien président du parti et premier ministre, Fredrik Reinfeldt, rétorqua dans un discours du 16 août 2014 que les suédois devaient « ouvrir leurs cœurs » (*Öppna era hjärtan*) et accueillir les immigrés en quête d'une meilleure vie. C'est également le premier ministre Modéré fraîchement élu, Ulf Kristersson, qui en 2017 affirmait qu'il n'y aura jamais de coopération avec l'extrême droite. Cinq ans plus tard l'opinion est autre, les Modérés et les Chrétiens Démocrates coopèrent avec les Démocrates de Suède afin de gouverner le pays pour les quatre prochaines années. Début octobre les Démocrates de Suède se sont vus attribuer plusieurs postes influents de président de commissions dont celles de l'emploi et des affaires sociales, la commission des affaires économiques, la commission de la justice et la commission des affaires étrangères¹⁷. Le 14 octobre 2022 les Démocrates de Suède, les Modérés, les Chrétiens-Démocrates et les Libéraux ont présenté *Tidöavtalet*, les accords de Tidö, un document stipulant la base de la coopération et la politique que les quatre partis vont mener au cours des quatre prochaines années en Suède. L'accord énumère les modalités de la coopération dans les domaines de la santé, l'école, la croissance et l'économie des ménages, la criminalité, l'immigration et l'intégration, ainsi que le climat et l'énergie. Bien que les Démocrates de Suède ne font pas partie du gouvernement et n'auront par conséquent pas de postes ministériels, il est précisé qu'ils auront « une influence complète et égale » à celle des autres partis dans l'élaboration de la politique du gouvernement. L'influence sur la politique du pays par l'extrême droite est

¹⁷ Forsberg, E., Jeppsson, J. & Berntsson, O. J. (2022, 30 septembre). SD får tunga poster i utskotten. *aftonbladet*. Consulté le 8 octobre 2022, à l'adresse <https://www.aftonbladet.se/nyheter/a/kE6ExL/sd-far-tunga-poster-i-utskotten>

donc totale. Avec un gouvernement de coalition de toutes les droites ainsi qu'au vu des accords de Tidö, la Suède prend le chemin du modèle danois, c'est-à dire, une politique immigrationniste minime, le rejet du multiculturalisme et la mise en place de politiques strictes de répression de la criminalité.

Nous ne pouvons pas aborder la percée de l'extrême droite sans mentionner le score de 41% de Marine le Pen à la dernière présidentielle et de l'entrée de 89 députés bleus-marine à la suite des élections législatives. Depuis que la fille Le Pen a pris la direction du parti, celui-ci n'a cessé d'obtenir un nombre croissant de votes. Quels sont les facteurs derrière cela ?

Le premier est le processus de normalisation ou de dédramatisation mené depuis 2011. Le parti a pris soin de se séparer de ses cadres et militants les plus extrêmes et de peaufiner son discours. Fini les provocations à la Jean-Marie le Pen, le RN veut devenir un parti "comme les autres" et gouverner. Le deuxième facteur est le revirement de la politique économique, passant de la promotion du libéralisme à celle du souverainisme économique. Notamment illustré par une opposition au néolibéralisme, du désir de réindustrialisation, de nationalisation d'entreprises et de création d'un fond souverain français. Cette vision selon laquelle le politique intervient davantage dans la sphère économique a séduit une partie de l'électorat ouvrier de gauche du nord de la France, cette région étant devenue une véritable place forte du RN. L'évolution sur la question européenne en est également pour beaucoup. Le RN est passé du désir de sortir de l'UE à vouloir réformer l'organisation de l'intérieur, avec l'objectif de créer une "Europe des nations". Cette bifurcation sur la question européenne a rassuré une partie des électeurs qui voyaient en la sortie de l'UE un saut très risqué dans l'inconnu. Puis, le phénomène Macron avec son centrisme a su capter l'électorat de LR et du PS et a inévitablement poussé les électeurs LR les plus à droite vers le RN. Le fait que les questions d'immigration, d'insécurité et de communautarisme défrayent la chronique a également été bénéfique au RN puisqu' il s'agit de leurs thèmes de prédilection. Un dernier facteur pouvant expliquer la montée du parti

d'extrême droite est le fait que celui-ci n'a jamais gouverné et donc n'a encore jamais déçu, alors que les Français ont successivement rejeté les politiques menées par LR, le PS et Renaissance à travers les Gilets Jaunes.

Quant à notre proche voisin l'Espagne, c'est notamment le cas dans la région de Castille-et-Léon – dans le nord de l'Espagne – où le parti VOX - se revendiquant ultra-nationaliste et anti-immigration – a remporté 13 sièges sur 81 aux élections locales d'avril 2022. VOX, jusqu'alors ne possédait qu'un seul siège au sein des instances gouvernementales locales, et afin d'exercer le pouvoir, il a dû s'allier avec le Parti Populaire. VOX cache à peine sa volonté de voir ce succès local se réitérer au niveau national.

Si on poursuit notre tour européen, la Belgique n'est pas exempte du retour de la droite en Europe occidentale. En effet, le parti rival des nationalistes flamands de la N-VA, le Vlaams Belang, a atteint un score de 18 % en Flandre, faisant de ce parti la deuxième force politique de la région. Au niveau fédéral, le Vlaams Belang est devenu le troisième parti le plus important à la Chambre des représentants avec 11,95 % des voix. Ce score pourrait atteindre 22 % selon un sondage de mars 2022. Cependant, ce résultat est à tempérer puisque dans la partie francophone, les partis nationalistes et radicaux sont encore dans l'incapacité de percer. Car comme l'explique Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême-droite, « Dans cette partie de la Belgique, la notion de cordon sanitaire reste très forte. Des élus du parti conservateur y ont récemment fait une entorse en organisant des débats avec le VB, mais les médias ne donnent toujours pas la parole à l'extrême droite. Par ailleurs, les tentatives d'y exporter le RN français ont échoué ».

Enfin en Allemagne - pays où le retour de la droite s'accompagnerait dans l'opinion publique d'une résurgence des « fantômes du passé » - lors des élections fédérales de septembre 2021, le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui est généralement reconnu pour faire partie de la droite populiste, a obtenu 10,3 % contre 12,6 % en 2017. Cela montre un recul...Cependant en 2017, pour la première fois depuis la Seconde Guerre

mondiale un parti réputé d'extrême-droite entrait au Bundestag. Cependant, une coalition avec l'AfD n'est toujours pas une hypothèse crédible notamment « pour des raisons historiques évidentes », estime Jean-Yves Camus.

Bien que nos voisins britanniques ne fassent plus partie de l'UE, il nous est impossible de ne pas commenter la situation quelque peu inédite face à laquelle se trouve la droite britannique incarnée par le parti des conservateurs (*The Conservative and the Unionist Party* ou *the Tories*). L'ancienne première ministre conservatrice Liz Truss a battu le record du mandat le plus court du Royaume-Uni, avec un mandat de 44 jours... Autant dire que l'avenir de la droite est incertain de l'autre côté de la Manche. Les médias britanniques accusent Mme Truss d'avoir engendré un chaos politique et financier. Lors de ses prises de fonction début septembre, Liz Truss promettait d'incarner la nouvelle *Iron Lady* ou Dame de fer en français (surnom donné à Margaret Thatcher qui mena des réformes néolibérales très dures pour relancer la croissance). Malheureusement rien ne s'est passé comme prévu. Le début du mandat de la dame de fer 2.0 fût marqué par la mort d'Elizabeth II qui plongea le pays dans dix jours de deuil. Au même moment, l'inflation et le prix de l'énergie continuaient de grimper en flèche, attisant la colère et l'inquiétude des Britanniques. Dans un premier temps Liz Truss promet des baisses d'impôts massif et une réduction des dépenses publiques mais au vu de l'instabilité économico-financière elle dû faire machine arrière. En réponse, elle présente un nouveau mini-budget dans lequel elle renonce à supprimer la tranche d'imposition pour les plus aisés et renonce aussi à la réduction des dépenses publiques. En somme, elle se voit défendre la politique économique qu'elle dénonçait quelques semaines plus tôt. Face à une fronde interne au parti conservateur, à des scandales ministériels et au manque de soutien de la population Liz Truss est contrainte de proposer sa démission le 20 octobre 2022¹⁸.

¹⁸ L'Afp, S. M. A. (2022, 20 octobre). *Démission de Liz Truss : récit du mandat le plus court de l'histoire du Royaume-Uni*. TF1 INFO. <https://www.tf1info.fr/international/video-royaume-uni-demission-de-la-premiere-ministre-britannique-liz-truss-retour-en- quatre-actes-sur-le-mandat-le-plus-court-de-l-histoire-du-royaume-uni-2236089.html>

LES CAUSES EXPLIQUANT LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Avant de résumer les principaux facteurs expliquant la montée de l'extrême droite, il est nécessaire de clarifier un point. Si depuis environ une décennie l'extrême droite progresse en flèche en Occident, les deux dernières victoires enregistrées en Europe (Suède et Italie) sont le fruit d'une coalition de la droite libérale et des droites conservatrice et populiste. Les Démocrates de Suède sont à même de gouverner puisqu'ils se sont alliés aux Modérés, Démocrates-Chrétiens et Libéraux. De même en Italie, le parti des Frères d'Italie est dans la mesure de former un gouvernement parce qu'ils coopèrent avec Forza Italia et la Ligue. Toutefois, l'argument inverse est aussi valide. Les partis de droite libérale en Suède sont en mesure d'accéder au pouvoir parce qu'ils se sont "droitisés" et ont accepté de coopérer avec l'extrême droite. Ainsi, nous pouvons parler d'un retour en force de la droite en Europe occidentale, mais pas de ras de marrée d'extrême droite pour l'accompagner, juste une normalisation ainsi qu'une droitisement de la politique.

Globalement la montée de l'extrême droite s'explique par les facteurs suivants :

1-La crise financière de 2008 a été un événement prépondérant dans la montée des partis d'extrême droite. D'après Euractiv, "L'extrême droite est la grande gagnante des crises financières¹⁹". Cette corrélation s'explique par la fragmentation politique à la suite des crises financières. Les gouvernements en place ainsi que les organisations supranationales (UE,

¹⁹ Sarmadi, D. (2015, 20 octobre). *L'extrême droite, grande gagnante des crises financières*. www.euractiv.fr. Consulté le 13 octobre 2022, à l'adresse <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/l-extreme-droite-grande-gagnante-des-crises-financieres/>

FMI, OMC etc.) sont tenus pour responsables par le peuple des effets néfastes de la crise sur leur quotidien (chômage, inflation, déclassement économique etc.). Ainsi, les électeurs se tournent vers les partis d'extrême droite étant donné qu'ils ont une certaine légitimité politique du fait de n'avoir pas été aux commandes du pays et de proposer un projet politique alternatif à celui des partis de gouvernement.

2-La montée de l'immigration en Europe de l'Ouest, surtout depuis 2015 est un autre facteur déterminant dans la percée de l'extrême droite puisque la réduction de l'immigration est leur thème phare. L'intensification de la médiatisation des questions d'insécurité est également une autre explication. Ce cas est surtout avéré en Suède qui subit actuellement une véritable guerre des gangs sur fond de trafic de drogue. Les Démocrates de Suède incarnant la politique de l'ordre et de la sécurité, ce n'est donc pas une surprise que celui-ci bénéficie de la confiance d'un nombre croissant d'électeurs suédois.

3-La normalisation ou la dédramatisation est une autre cause de la montée des partis d'extrême droite dans la mesure où ils sont devenus acceptables aux yeux des électeurs mais aussi des autres partis. Le chercheur néerlandais Cas Mudde affirme que nous sommes passés de l'extrême droite à la droite radicale. La différence étant que les premiers sont antidémocratiques et les seconds antilibéraux. La droite radicale a accepté l'idée de se faire élire sur la base du suffrage universel mais ils s'opposent à la démocratie dite libérale²⁰. Notamment à travers une remise en question de certains contre-pouvoirs comme l'indépendance de la presse et de la justice. Cette normalisation, couplée d'une "droitisation" des thèmes politiques (immigration, communautarisme et insécurité) a mis fin à la politique du cordon sanitaire. En Suède et en Italie l'extrême droite est à même de

²⁰ Froio, C. (2017). Comparer les droites extrêmes: État de l'art critique et pistes pour de futurs chantiers de recherche. *Revue internationale de politique comparée*, 24, 373-399. <https://doi.org/10.3917/ripc.244.0373>

gouverner parce qu'elle a le soutien de la droite de gouvernement qui a fait fi de la politique du cordon sanitaire.

4-Le manque de renouvellement des partis “traditionnels” véhicule le sentiment que “tous les politiques sont les mêmes”. L'UMP et le PS était à l'époque pré-Macron ironiquement qualifié d'“UMPS” par Marine le Pen dans la mesure où selon elle ils défendaient la même politique. Puis, le fait d'être un *outsider* et de ne jamais avoir eu à gouverner légitimise l'extrême droite aux yeux des électeurs. Ni les Démocrates de Suède, ni le Rassemblement National ou ni *Fratelli d'Italia* n'ont été au pouvoir dans leurs pays respectifs avant leurs succès électoraux.

5-Une désillusion collective de la mondialisation néolibérale due à la déstabilisation économique et aux troubles identitaires engendrés par celle-ci. La mondialisation a laissé de côté une partie considérable de la population de son jeu et cela même dans les pays développés. La fracture entre le monde urbain ayant bénéficié de ce processus économique et le monde rural, grand perdant en est l'illustration par excellence. Les zones urbaines sont des sites d'innovation dû à la concentration de personnes et d'entreprises, elles sont les nœuds d'une économie mondialisée qui a su les enrichir. Les grandes métropoles tel que Paris, Londres, New York et Milan entretiennent bien souvent davantage des relations d'interdépendances entre elles qu'avec la ruralité dans leur proximité immédiate²¹. A l'inverse, le monde rural subit depuis 40 ans un appauvrissement massif dû aux nombreuses délocalisations d'entreprises vers des pays à bas coût de production et la désertification des services de l'Etat. Certains partis d'extrême droite s'opposent à ce néolibéralisme et prônent un retour à la souveraineté nationale afin de réguler les effets indésirables de la mondialisation. Aux conséquences économiques de la mondialisation

²¹ Conseil de l'Europe. (2019, 18 septembre). *Fracture ville/campagne : développer les interactions entre les territoires*. Congrès des pouvoirs locaux et régionaux. Consulté le 15 octobre 2022, à l'adresse <https://www.coe.int/fr/web/congress/-/urban-rural-divide-developing-interactions-between-territories>

néolibérale viennent s'ajouter les conséquences migratoires. Le développement des transports et l'apparition d'internet ont facilité les mouvements de populations dans des lieux proches et éloignés. Vient s'ajouter à cela les inégalités en termes de développement économique et social avec des régions du monde bénéficiant davantage du système économique actuel. Les pays européens ont surtout été exposés à une immigration du Sud vers le Nord, en d'autres termes d'Afrique et du Moyen-Orient vers l'Europe. Cette immigration massive en provenance de pays aux us et coutumes très différentes du mode de vie à l'européenne ont créé un sentiment d'anxiété culturelle de la part de la population déjà établie. A la différence des partis de gouvernements, l'extrême droite promet depuis des années d'y remédier, notamment en France, en Suède et en Italie, ce qui explique son succès lors des récents scrutins. Ainsi, la déstabilisation économique et les tensions culturelles ont nourri un sentiment de déclin dont les partis d'extrême droite promettent de renverser la tendance. Les Démocrates de Suède promettent que "La Suède va redevenir bien" (*Sverige ska bli bra igen*), Les Frères d'Italie sont "Prêts à relancer l'Italie" (*Pronti a risollevare l'Italia*) et le RN de défendre "La France qu'on M".

Enfin, des facteurs d'actualités géopolitiques y sont également pour beaucoup. La crise de la COVID-19, la guerre en Ukraine, la crise énergétique, les disruptions dans les chaînes d'approvisionnement et surtout la montée de l'inflation ont été des facteurs déterminants dans la percée de l'extrême droite. En ces temps incertains les électeurs perdent confiance vis-à-vis des partis de gouvernements dans la mesure où ils sont accusés de ne pas avoir été en mesure d'anticiper et gérer ces crises. En conséquence, les électeurs reportent leurs voix sur des partis dont les solutions politiques n'ont pas été mises à l'épreuve du pouvoir.

Néanmoins, le retour de la droite en Europe est à relativiser. Au Danemark et en Norvège par exemple, nous assistons à son recul. Le Parti du Peuple Danois a enregistré aux européennes de 2019 10,7% des voix, un

recul considérable par rapport aux 26% de 2014²². Le Parti du Progrès en Norvège qui aux élections de 2021 a obtenu 11,7% des voix, une légère baisse après les 15,2% obtenus en 2015²³. Une explication à cela est que l'extrême droite a une influence sur la politique à l'échelle nationale depuis un certain temps. En Norvège l'extrême droite a fait partie de la coalition du gouvernement entre 2013 et 2020 et au Danemark ils ont coopéré avec le gouvernement en place entre 2001 et 2011. Ainsi les thèmes portés par l'extrême droite se sont institutionnalisés, ce qui peut expliquer son recul. Cette institutionnalisation des thèmes de la droite par les autres partis a particulièrement été confirmée lors des élections danoises de 2022. Le bloc de gauche de Mette Frederiksen est arrivé en tête des élections législatives début novembre. Il a obtenu une majorité pour un siège face au bloc de droite et d'extrême droite²⁴. Cette victoire est en grande partie liée au fait que la gauche a menée à la fois une politique de défense de l'état providence et de fermeté en matière d'immigration, d'intégration et de délinquance. La gauche danoise a bien saisi le principe même d'état providence qui repose sur un contrat entre un peuple et un Etat. Ce contrat se base sur l'entente mutuelle autour du principe du besoin de maîtriser les frontières du pays afin de maintenir l'équilibre entre contributeurs et bénéficiaires de l'état providence. Dans le cas contraire, si les services de l'état providence sont ouverts aux individus (non-contributeurs) en provenance des quatre coins du globe cela ne relève plus de l'état providence mais de la charité... Une prérogative relevant davantage de l'église ou des organisations

²² Résultats nationaux Danemark | 2014 Session constitutive | Résultats des élections européennes 2019 | Parlement européen. (s. d.). Résultats des élections européennes 2019. Consulté le 15 octobre 2022, à l'adresse <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/danemark/2014-2019/session-constitutive/>

²³ *Perspective Monde*. (s. d.). Consulté le 15 octobre 2022, à l'adresse <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMParti?codePays=NOR>

²⁴ *ouest-france.fr*. (s. d.). <https://www.ouest-france.fr/europe/danemark/elections-legislatives-au-danemark-la-gauche-en-tete-mais-sans-majorite-le-centre-en-arbitre-6569f989-5b87-43d9-a34d-2a4a1b011d6d>

humanitaires. Ainsi, l'extrême droite a du mal à se démarquer, notamment le Parti du Peuple Danois qui a réalisé son plus faible score depuis 1998.

CE QUE CELA SIGNIFIE POUR L'AVENIR DE L'EUROPE

UNE MONTÉE DE LA DROITE NON LIBÉRALE EN EUROPE, SYMPTÔME DU REJET DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ?

Il existe une primauté du droit européen sur le droit national. Or, quand on parle d'« Europe des Nations », c'est précisément cette focale que l'on souhaite changer. C'est-à-dire que l'on considère que l'Union européenne par le biais de sa réglementation s'enracine plus profondément au sein des Etats. Si certains prônent un fédéralisme européen, des représentants de la droite non libérale comme Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan ou encore Éric Zemmour, réclament une « Europe des Nations ». C'est-à-dire un retour aux fondements même de l'Union Européenne à savoir une stricte coopération entre Etats et non une Union européenne fédéralisée (Une Europe qui ne formerait qu'une seule et unique nation). L'Union européenne ne doit et n'a en aucun cas comme objectif de noyer l'intégralité des nations qui la composent dans des « Etats-Unis d'Europe », comme le disait si bien Victor Hugo. Mais, soyons francs, nous n'aurions aucun intérêt à atteindre ce fédéralisme. En effet, quid de nos particularismes ? de notre propre histoire et surtout, de notre propre culture ? Et pourtant, plus les années passent, plus le fédéralisme européen devient exacerbé.

Pour autant, la montée de la droite radicale de part et d'autre de l'Europe, montre que le processus enclenché soulève une inquiétude dans de nombreux Etats. Si on s'attarde ne serait-ce que sur la France, on remarque que durant la présidentielle de 2022 la droite radicale a considérablement supplanté la droite libérale ainsi que la gauche traditionnelle. En effet, si on comptabilise les voix obtenues par Éric Zemmour et Marine le Pen, on arrive à un score d'environ 30%, en faisant la

première force politique devant Renaissance (anciennement En Marche) et La France Insoumise. Les montées de l'AfD en Allemagne, de VOX en Espagne, de Chéga au Portugal ou encore de l'Alliance de Centre Droit en Italie sont d'autres exemples significatifs de ce rejet. En effet, les politiciens représentant une droite « décomplexée » et plus dure se veulent opposés à la construction européenne telle qu'elle existe actuellement.

Ce retour « en force » de la droite, fait naître des interrogations tant sur la période présente que sur la période à venir au sein de l'Europe. En effet, si la droite - qu'elle soit modérée ou conservatrice - est de retour, cela souligne bien que nous traversons actuellement une période incertaine, tant sur le plan économique, que sur le plan sociétal. Du point de vue économique, l'inflation galopante, dont tous les pays européens souffrent, même ceux or de la zone économique tel que la Pologne, fait craindre la venue de temps difficiles, bien loin des « jours heureux » que promettait le candidat communiste français Fabien Roussel lors de la présidentielle de 2022... La guerre en Ukraine et sa vision cauchemardesque qui se profile pour l'hiver avec des potentiels coupures ; l'augmentation toujours plus massive de l'immigration et des transformations des mœurs sociétaux.

L'UNION EUROPÉENNE FACE À LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Les récents gains électoraux de l'extrême droite vont très certainement mener à un changement de rapport de force au sein des institutions européennes. Les partis nationalistes membres des groupes parlementaires Identité et Démocratie ainsi que le groupe Conservateurs et réformistes européen risquent de faire davantage valoir leurs idées à Bruxelles. En effet, les partis composants ces deux groupes sont le Rassemblement National, la Ligue, *Vlaams Belang*, Vox, les Démocrates de Suède, les Frères d'Italie et le parti de Droit et Justice Polonais. Qu'ont toutes ces formations politiques en commun ? Bien qu'ils n'aient pas tous accédé au pouvoir, ces partis ont en commun des gains électoraux considérables depuis quelques années. Ils sont passés de partis marginaux à celui d'acteurs

politiques incontournables au niveau national et européen. Il y a donc de fortes chances que les prochaines élections européennes de 2024 aillent dans la continuité des victoires de la droite auxquelles nous assistons aujourd'hui et que la droite triomphe ailleurs en Europe.

Il est nécessaire de faire une mise au point de la relation qu'entretiennent des partis d'extrême droite avec l'UE afin de mettre fin aux idées reçues. S'il est vrai qu'à une époque ils prônaient la sortie d'UE et étaient par conséquent anti-européen, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Au contraire, la stratégie est d'influencer les institutions européennes de l'intérieur dans l'objectif de les faire évoluer dans leur sens. Ainsi des partis tels que le RN et *Fratelli d'Italia* ont pour ambition d'incarner une opposition constructive et intelligente dans l'objectif de façonner une Europe plus soucieuse des intérêts nationaux de chacun des pays membres. Par exemple, les Démocrates de Suède et le Rassemblement National étaient encore il y a quelques années deux partis proposant de quitter l'Union Européenne. Depuis, leur position a évolué et ils ont l'ambition de réformer l'organisation de l'intérieur.

Le *leadership* européen ne reste toutefois pas passif face à la percée de la droite et tente de contrer la montée "des forces obscures" comme ils le peuvent. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, face à la montée du parti *Fratelli d'Italia* a mis en garde Giorgia Meloni en déclarant que si les choses allaient dans une direction difficile, la commission européenne disposait d'instruments de pression. En faisant allusion aux sanctions prises contre les gouvernements d'extrême droite en Pologne et en Hongrie. Le 18 septembre dernier la Commission européenne annonçait vouloir suspendre les 7,5 milliards d'euros de financement européen alloués à la Hongrie si des réformes sur l'Etat de droit demeurent insuffisantes pour eux dans les deux prochains mois. Ainsi, la mise en garde de la présidente de la commission vis-à-vis de l'extrême droite italienne passe comme une atteinte à la souveraineté et à une ingérence dans les

affaires internes au pays. Matteo Salvini exigeait en réponse des excuses ou tout simplement la démission de Mme Von der Leyen²⁵.

La parlementaire co-présidente de la délégation des députés européens macronistes, Valérie Hayer, parle “d’une situation très préoccupante” pour les droits des minorités et les principes de l’Etat de droit²⁶. Il est nécessaire de préciser que l’inquiétude des européistes face à l’arrivée au pouvoir de *Fratelli d'Italia* est légitime dans la mesure où l’Italie est un pays poumon du projet européen. En guise de rappel historique, l’Italie fait partie des six pays fondateurs de la CEE en 1957. Le fait que qu’il bascule dans le camp des pays européens défendant une Europe soucieuse de la souveraineté des pays membres est donc un véritable revers pour le camp des europhiles.

LA FIN D’UNE ÉPOQUE

En conséquence, la montée des droites extrême et souverainiste traduit un rejet du projet européen fédéral au profit d’une Europe des nations davantage soucieuse de la souveraineté de chaque pays membre. Originellement, le projet européen a vu le jour afin d’unir les peuples de manière économique et non politique, pour favoriser la reconstruction des pays européens et leur solidarité. Le projet européen, tel qu’il se conçoit actuellement, a été mis à mal par une série de décisions politiques et un mauvais *leadership* des élites bruxelloises, contribuant à le décrédibiliser aux yeux d’une large partie des électeurs. En effet, actuellement, l’Union

²⁵ *Législatives en Italie : « Ursula von der Leyen aurait mieux fait de se taire »*, estime l’eurodéputé Sandro Gozi. (2022, 25 septembre). Franceinfo. Consulté le 18 octobre 2022, à l’adresse https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/8h30-fauvelle-dely/legislatives-en-italie-ursula-von-der-leyen-aurait-mieux-fait-de-se-taire-estime-l-eurodepute-sandro-gozi_5354587.html

²⁶ Robine, M. (2022, 24 septembre). *La députée européenne mayennaise Valérie Hayer « très préoccupée » par la montée de l’extrême-droite en Italie*. ici, par France Bleu et France 3. Consulté le 18 octobre 2022, à l’adresse <https://www.francebleu.fr/infos/politique/la-deputee-europeenne-mayennaise-valerie-hayer-tres-preoccupee-par-la-montee-de-l-extreme-droite-en-1663950032>

Européenne et ses institutions comme le Parlement ou encore la Commission n'ont de cesse de promulguer des décisions moralisatrices et supprimant en grande quantité le libre arbitre des états membres.

La gestion de la crise économique de 2008 a marqué les débuts d'une mise à mal du projet européen. La crise des *subprimes* venue des États-Unis a eu des conséquences graves sur l'économie européenne. Plusieurs États éprouvant des difficultés à financer leur dette publique, dont la Grèce et l'Irlande. La Banque centrale européenne et la Commission sont intervenues et ont sauvé certains pays de l'effondrement économique. Toutefois, en contrepartie ils ceux-ci se voient contraints d'adopter des réformes économiques drastiques d'austérité tendant à la réduction des déficits publics. Impliquant ainsi un plus grand contrôle des entités supranationales européennes sur les économies des pays et de fil en aiguille une perte de souveraineté qu'une partie des européens perçoivent d'un mauvais œil. En effet, outre d'accuser l'UE de violer leur souveraineté économique, ils accusent les élites européennes de ne pas avoir anticipé le dysfonctionnement du marché ayant mené à la crise financière.

Enfin la crise migratoire de 2015 contribua totalement à décrédibiliser les élites européennes. À l'unisson, elles commencèrent à déclarer que le devoir des européens était d'accueillir les réfugiés du Moyen-Orient et ont prôné une distribution égalitaire entre les pays-membres. Mise à part une réponse très positive de la Suède et de l'Allemagne, Bruxelles rencontra une opposition de la part de plusieurs gouvernements, surtout polonais et hongrois mais également d'une large partie de l'opinion publique qui était réticent à l'idée d'accueillir un nombre considérable de réfugiés. Ainsi, la montée de l'extrême droite en Italie (Fratelli d'Italia) et en Espagne (Vox) s'explique en grande partie par un rejet de la société multiculturelle qui, en Europe du moins, a bien du mal à faire ses preuves. Les politiques migratoires européennes sont mal maîtrisées, notamment en Italie et en Espagne, pays qui sont dépourvus vis-à-vis d'une arrivée massive de migrants à leurs frontières. En France on peut évoquer le nouvel accord survenu entre notre pays et la Grande-Bretagne qui stipule que la Grande-

Bretagne versera 72.2 millions d'euros en 2022-2023 à la France qui en contrepartie s'engage à augmenter à hauteur de 40% ses forces de sécurité (donc 350 policiers et gendarmes) sur les côtes de la Manche. Outre cet engagement financier et humain, il est également prévu que la France ouvre des centres d'accueil pour migrants dans le sud de son territoire afin de dissuader au mieux les migrants de vouloir se rendre en territoire britannique. A cela, ajoutons également à ce cocktail explosif le débarquement du navire *Ocean Viking* à Toulon après le refus de l'Italie et l'insistance d'Ursula von der Leyen, qui met en exergue l'incapacité des élites françaises à sortir de leur rôle de simple marionnette bruxelloise.

La critique historique vis-à-vis de l'UE est celle d'un manque de démocratie d'un point de vue institutionnel mais également dans la manière d'exercer le pouvoir. Les critiques fustigent le manque de processus démocratique dans l'élection des représentants européens. Le seul organe européen soumis au suffrage universel est le Parlement européen. Toutes les autres institutions, la BCE, le Conseil de l'UE, la Commission européenne, le Conseil européen entre autres sont administrées par des technocrates qui ne sont pas directement soumis au vote populaire. L'UE est donc une démocratie sans peuple... Pierre Manent explique dans son essai publié en 2006, *La raison des nations*, que l'UE est une démocratie détachée de toute idée de nation et c'est cela le problème. C'est une démocratie sans peuple, et donc dépourvue de toute délibération collective²⁷. Il est tout à fait légitime en tant que citoyen européen de se demander : si ce n'est envers le peuple, face à qui les dirigeants européens rendent des comptes ?

Les récentes crises liées à l'inflation et surtout à l'énergie ont également contribué à décrédibiliser les élites européennes. Les décideurs européens ont fait preuve d'un amateurisme et d'un manque de vision total

²⁷ Mas, F. (2022, 26 septembre). Victoire de la droite en Italie, déroute de l'Union européenne. Contrepoints. Consulté le 19 octobre 2022, à l'adresse <https://www.contrepoints.org/2022/09/27/439553-victoire-de-la-droite-en-italie-deroute-de-lunion-europeenne>

dans la gestion de celle-ci. Avant les avalanches de sanctions européennes contre la Russie, l'UE était dépendante à 40% du gaz en provenance de Moscou. Conséquence, l'Europe n'est plus approvisionnée en énergie et les ménages souffrent. Les élites européennes n'ont pas anticipé l'effet catastrophique des sanctions. N'auraient-elles pas pu faire preuve d'anticipation en diversifiant leur approvisionnement en gaz, dans l'objectif d'éviter d'être à la merci du régime autoritaire de Vladimir Poutine ? En conséquence, Bruxelles se tourne vers l'Azerbaïdjan pour assurer son besoin en gaz pour l'hiver qui arrive. L'Azerbaïdjan un pays qui tel que la Russie est en ce moment même en pleine invasion de son voisin arménien sur fond de dispute territoriale.

La montée des droites souverainiste et nationaliste manifeste le souhait d'une partie non négligeable des européens de réformer l'UE, notamment pour toutes les raisons précédemment citées. C'est l'envie de voir émerger une UE moins technocratique et libérée du dogme d'un laissez-faire économique aveugle. Les partis d'extrême droite tels que les Démocrates de Suède et *Fratelli d'Italia* ne veulent surtout pas sortir de l'Union mais lui faire prendre une trajectoire qui se soucie davantage des intérêts nationaux des pays membres, que ceux-ci soient économiques, culturelles, religieux ou politiques.

Ainsi, dans la mesure où la droite continue de remporter des victoires électorales, celle-ci va très certainement influencer la politique, le fonctionnement et les rapports de force au sein des institutions européennes. Notamment au parlement européen, partons de l'hypothèse que lors des élections européennes de 2024 les partis d'extrême droite remportent un nombre considérable de voix. D'un point de vue politique cela va impliquer une plus grande influence des groupes Identités et Démocratie et du groupe des Conservateurs et réformistes européens sur le pouvoir législatif, budgétaire ainsi que du contrôle des autres institutions européennes. Ces deux groupes prônant une Europe moins fédéraliste, il y a de fortes chances que l'union renforce sa trajectoire vers une "Europe des

nations". C'est à dire une UE favorisant la coopération entre les nations au détriment de la supranationalité.

La question de l'union des droites au niveau européen reste incertaine. Nous avons vu précédemment que des divergences existent au niveau hexagonal entre la droite libérale, souverainiste et identitaire. Il y a donc de fortes chances que celles-ci se transposent au niveau européen. Toutefois, nous avons également vu que dans d'autres pays membres, l'union des droites a été possible, les deux exemples récents sont l'Italie et la Suède. L'enjeu pour la droite européenne va donc être de passer outre leurs différences et faire l'effort de se rassembler autour des sujets communs, notamment autour de l'opposition au fédéralisme européen. Dans ce cas-là, les droites seraient en mesure de peser massivement au Parlement européen, mettant à mal l'Union traditionnelle entre la droite libérale du PPE, la gauche européenne du PSE et les libéraux avec Renew Europe. En additionnant les 176 sièges du PPE, les 65 d'ID, les 64 de l'ECR et les 13 du Fidesz et du Jobbik (partis conservateurs hongrois sans affiliation actuellement), les droites comptent 318 sièges et sont donc proche de la majorité absolue au Parlement qui est de 353 sièges, cela pourrait faire de la droite la première force politique européenne devant la gauche et les libéraux. Lors des prochaines élections européennes de 2024, il y a fort à parier que les droites conservatrice et identitaire engrangeront d'avantages de voix, faisant de la droite (divisée en trois droites) la force dominante du Parlement. Si les différentes droites font le choix d'une entente, elles seraient alors en capacité de renverser le paradigme actuel au sein de l'Union et créant une nouvelle coalition au pouvoir au Parlement. Une institution européenne pourrait ainsi être dirigée par la droite plurielle et même si le poids du Parlement n'est pas comparable à celui de la Commission par exemple quand il s'agit de légiférer, la droite disposerait d'un certain pouvoir de nuisance. La droite pourrait ainsi mettre en difficulté les choix de commissaires, faire entendre sa voix, ralentir voire bloquer certaines propositions de loi, empêcher le vote du budget etc. Pour que ce scénario se réalise, il faut que les différentes droites parviennent à s'entendre et donc que les digues entre droite traditionnel et droite radical

ou extrême droite tombent à minima dans l'ensemble des pays européens sur la question de l'Union européenne.

La progression de la droite signifierait également une influence plus importante de celle-ci sur le conseil européen et sur le conseil de l'union européenne. Le rôle du premier étant de définir les orientations et les priorités politiques générales de l'UE. Les membres de cette institution sont les chefs d'Etat des pays de l'union ; une montée de la droite au niveau national impliquerait donc une plus grande influence sur le conseil européen et donc sur les orientations et les priorités politiques générales de l'UE. La seconde institution, le conseil de l'union européenne, coordonne les politiques des pays de l'UE, développe la politique étrangère et de sécurité de l'union, conclut des accords entre l'UE et d'autres pays ou organisations internationales puis adopte le budget annuel de l'UE avec le Parlement européen. Le conseil de l'union européenne est composé de dix formations différentes et en fonction du domaine politique traité, chaque pays membre envoie son ministre concerné à Bruxelles. Ainsi, dans la mesure où la droite accède aux fonctions exécutives des pays membres, davantage de ministres de droite seront envoyés au conseil de l'union européenne, insufflant ainsi une politique de droite dans cette institution.

CONCLUSION

Les résultats des élections en Suède et en Italie apparaissent pour les principaux partis de droite en Europe comme plein de promesses. Cet espoir s'explique par une droitisation de l'électorat européen, qui se traduit par des victoires ou percées électorales ainsi que par une montée des oppositions de droite sur le continent. Cette percée apparaît comme un message adressé à l'Union Européenne et aux dirigeants libéraux qui ont été multipliés en Europe depuis le début du siècle. Il y a une forme de rejet et les électeurs européens semblent se réfugier dans le vote à droite et veulent faire confiance à des partis n'ayant pas été au pouvoir ces dernières années. Pensant que les solutions promues n'ont pas été mises à l'épreuve du pouvoir et pourraient apporter des réponses aux différentes crises que nous connaissons actuellement. Les nouveaux gouvernements italiens ou suédois, pour ne citer qu'eux, sont désormais à l'épreuve du pouvoir. S'ils réussissent à améliorer réellement le quotidien de leur population, ils pourraient servir de laboratoire politique pour les droites européennes et ouvrir un cycle de victoire d'autres gouvernements de droite en Europe dans les mois et années à venir.

Pour autant, devant la fragmentation de la droite européenne, il est difficile de parler d'une montée globale de la droite européenne, mais plutôt d'une montée des droites en Europe. Les gains électoraux de la droite dans les différents États membres n'impliquera pas nécessairement une bascule à droite de la politique européen. En effet, l'accession de la droite au pouvoir dans les instances européennes est conditionnée par des ententes préalables entre les différentes mouvances de la droite. Or cette union s'avère difficile tant les différentes droites peuvent sembler irréconciliables en raison de leur héritage historique. Les plaques tectoniques politiques du vieux continent sont donc en proie à un mouvement profond de droitisation mais dont l'expression en termes de rapport de force au sein des institutions européennes reste incertaine.

Par **Sean Scull** et **Marine Audinette**, Analystes du Millénaire,



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques et travaillant à la refondation de la droite. Il est composé d'une trentaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Secrétaire général adjoint à la stratégie : Emeric GUISSSET

Secrétaire général adjoint aux Études : Matthieu HOCQUE

Directeur des Études : Clément PERRIN

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.